

**Intervention de Ronan Dantec au nom du groupe écologiste dans  
le débat sur la Proposition de loi précisant les modalités de création  
d'une installation de stockage réversible en couche géologique  
profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie  
longue**

**Mardi 17 mai 2016**

Monsieur le président,  
Monsieur le rapporteur,  
Madame la secrétaire d'Etat,  
Mes chers collègues,

Keynes, un peu provocateur, a écrit un jour : « Mieux vaut encore employer des gens à creuser des trous et à les reboucher plutôt que de plonger dans la récession et laisser le chômage s'installer ».

Je ne pensais pas que nous aurions un jour une proposition de loi de Gérard Longuet, le libéral, en hommage à l'un des grands théoriciens de la gauche, ou tout du moins, d'une partie de la gauche.

Nous vivons aujourd'hui un moment historique. Pour la première fois, l'une des économies majeures de la planète a vu la quasi-totalité de sa consommation électrique couverte par une production d'énergie renouvelable. Le 8 mai, en effet, à 11h du matin, les quelques 50 gigawatts de consommation de l'Allemagne furent presque totalement couverts par cette production, avec plus de 16 GW de solaire. Cela a d'ailleurs un peu désorganisé le réseau, et la surproduction était telle que les électriciens ont payé pour écouler leur production, ce qui ouvre sur d'autres débats.

Ainsi, face à ce fait, qui montre à quel point la transition énergétique est engagée en Europe, à quel point son inéluctabilité doit amener à revoir nos modèles, nous devrions être, ici au Parlement, en train de discuter de notre stratégie pour ne pas rater le train du progrès, avoir en tête les centaines de milliers d'emplois créés en Allemagne et soupeser notre stratégie pour que notre modèle énergétique, fleuron français s'il en est, ne soit pas marginalisé dans ce gigantesque marché mondial des énergies en fort développement. Je souligne en effet que les investissements en production électrique renouvelable ont mobilisé, en 2015, 286 milliards de dollars d'investissements, soit plus du double de ceux réalisés dans les centrales à charbon et à gaz. Et je ne parle pas des investissements en nucléaire, insignifiants à l'échelle mondiale en comparaison.

Mais, au lieu donc de nous concentrer sur ces enjeux économiques essentiels, dans un déni collectif qui engendrera sans nul doute beaucoup de travaux d'historiens et de sociologues dans les prochaines années, nous utilisons aujourd'hui une niche parlementaire pour accélérer le creusement d'un trou, certes le plus cher de l'histoire - 35 milliards d'euros à terme, dont 6 milliards rapidement- mais quand même un trou. Un investissement non productif s'il en est !

Ce monde est-il sérieux ? J'avoue en douter parfois ! Nous avons une filière nucléaire en quasi-faillite, avec une opération de sauvetage d'Areva qui se fissure comme une vieille cuve de chaudière. Nous avons une préoccupation majeure avec un surendettement connu d'EDF, à qui on demande en plus d'Areva, de supporter les 13 milliards des EPR d'Hinkley Point, mais aussi la cinquantaine de milliards du grand carénage des centrales existantes, et maintenant, la relance de Cigéo ! Tout

ça dépasse allègrement les 100 milliards dans les prochaines années, et il n'y a même pas besoin d'être un ancien directeur financier d'EDF pour savoir que c'est impossible. On finit par se dire qu'il y a quand même une volonté forte d'en finir avec le service public à la française, en organisant la faillite d'EDF. Nous aurons d'ailleurs noté, il y a quatre jours, la menace d'une nouvelle dégradation par Moody's de la note d'EDF, fait très problématique pour un opérateur déjà très endetté. Bref, changeons de logiciel avant qu'il ne soit trop tard, et ce n'est pas la logique de Cigéo.

Je ne vais pas vous surprendre en vous disant que le groupe écologiste votera contre cette proposition de loi.

Parmi tous pays qui produisent de l'énergie nucléaire, la France est le seul à miser sur le stockage en couche géologique profonde, alors que l'état actuel de la recherche ne permet pas de répondre à toutes les questions posées par cette technologie.

Les retours d'expérience montrent que la meilleure alternative aujourd'hui, ou la moins mauvaise en tout cas, est clairement le stockage à sec en sub-surface, d'ailleurs l'un des trois axes de recherche identifiés par la loi Bataille de 1991. Cette technologie est utilisée en Allemagne et aux Etats-Unis, elle garantit une solution de stockage pendant des centaines d'années, répond évidemment à l'exigence de réversibilité, et coûte bien moins cher.

On joue beaucoup sur les mots en cette fin d'après-midi, notamment sur la réversibilité. Je suis désolé pour notre rapporteur mais, la réversibilité doit bien être synonyme de récupérabilité, à tout moment, en cas d'accident ou au cas où d'autres solutions de retraitement existent plus tard. Il ne peut pas en être autrement. C'est notre responsabilité à l'égard des générations futures. En proposer une autre définition, et je salue la tentative du rapporteur pour rendre acceptable l'inacceptable, est en fait prononcer aujourd'hui l'oraison funèbre de Cigéo.

C'est aussi le bon sens pour éviter de se retrouver avec des factures gigantesques en cas de problème. Citons l'exemple du centre de stockage WIPP (Waste Isolation Pilot Plant), situé au Nouveau-Mexique, aux Etats-Unis, projet suspendu depuis deux ans suite à un incendie et à l'émission de fortes doses de plutonium. Même fiasco pour le centre de stockage d'Asse en Allemagne, où la mine de sel, qui devait être totalement étanche, s'est retrouvé rongée par les infiltrations, et les coûts s'annoncent faramineux pour récupérer les déchets déjà entreposés.

Au moins, je reconnais à cette proposition une honnêteté, soulignée ce matin par le rapporteur. En couche profonde, au vu des mouvements des couches d'argile, nous savons qu'au-delà de 50 ans, la récupération sera quasiment impossible. Donc nous nous apprêtons à lancer, après quelques auditions et deux heures de débat, un investissement de 35 milliards d'euros sur un siècle pour des déchets qui seraient là pour des centaines de milliers d'années.

Tout ça n'est absolument pas sérieux et je vous propose, chers collègues, que nous reprenions nos esprits en repoussant cette proposition de loi, que nous vous demandons d'enterrer en couche géologique profonde à la place des colis de déchets nucléaires.